

à Islamabad pour en évacuer les Canadiens. J'ignore leur nombre, monsieur l'Orateur.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LES CONCESSIONS DEMANDÉES PAR LE CANADA EN COMPENSATION DES SAUVEGARDES

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Il a indiqué, en réponse à une question précédente que lui a posée mon chef, qu'il n'y avait aucun rapport entre l'accord sur l'automobile et le problème des devises canadiennes. Comme on sait qu'il y a eu des négociations concernant l'accord sur l'automobile quand les agents du gouvernement étaient à Washington, le ministre nous dira-t-il si aucune concession n'a en fait été accordée concernant les garanties canadiennes ou devons-nous attendre une annonce du gouvernement à l'issue des réunions des dix ministres des finances?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je crois pouvoir dire en toute honnêteté, comme nous n'en sommes pas encore arrivés à des conclusions, qu'aucune concession n'a été faite. J'ai dit très franchement l'autre jour que l'accord sur l'automobile s'inscrivait dans le cadre de nos discussions avec les États-Unis. J'ai dit que nous essayions de dresser une liste équilibrée de points de friction et que des négociations se poursuivaient sur ces questions, mais qu'elles n'étaient nullement rattachées à la suppression de la surtaxe, pas plus qu'à l'évaluation du dollar canadien.

M. Danforth: Comme le ministre a toujours soutenu à la Chambre qu'il y avait constamment eu des discussions entre les fonctionnaires américains et les fonctionnaires canadiens sur cette question très importante, peut-il nous indiquer quand, selon lui, ils en arriveront à une conclusion sur ce problème précis qui intéresse un si grand nombre de travailleurs canadiens?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, je ne saurais le dire parce que les discussions se poursuivent. Quand nous en arriverons à une conclusion, je l'annoncerai de la façon habituelle et je la défendrai également.

L'ACCORD SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LES LISTES DE POINTS DE FRICTION

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le ministre a parlé à maintes reprises d'une liste équilibrée de points de friction. Ne serait-il pas plus juste de dire qu'il y a deux listes distinctes de points de friction et que l'une d'elles pourrait concerner la question des devises et ainsi de suite. S'il y a deux listes, quels points de friction figurent sur la seconde et l'accord sur l'automobile en fait-il partie?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, si on voulait se montrer très malin, on pourrait même dire qu'il y a, en fait, trois listes. Celle des négociations internationales, dont s'occupe à fond le ministre des Finances et qui a trait aux

[M. St. Pierre.]

devises et au commerce en général. Il y a des discussions plus restreintes au sujet des points de friction entre le Canada et les États-Unis. J'ai exposé l'autre jour de façon assez simple certains des points de friction. On sait assez bien quels sont les principaux points de friction des Américains et ceux des Canadiens. En troisième lieu, il y a les discussions dans le cadre de l'accord sur l'automobile qui sont distinctes de la deuxième des listes que j'ai mentionnées. Tôt ou tard ces problèmes seront regroupés et feront l'objet d'une annonce dans les formes appropriées.

• (11.40 a.m.)

M. l'Orateur: A l'ordre. Un débat semble s'amorcer sur certaines de ces questions. Les questions et les réponses sont longues et si nous continuons à y répondre de cette façon le gros de la période des questions s'écoulera en mini-débats. Essayons de limiter la longueur des questions et des réponses.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je ne veux pas d'un cours de philosophie ni rien de la sorte de la part du ministre. Je désire seulement que le ministre nous dise si l'accord sur l'automobile est tout à fait distinct des autres contrariétés mentionnées par le ministre et dont on a pas encore discuté. A-t-on discuté d'autres vexations relativement à l'accord sur l'automobile?

L'hon. M. Pepin: Je crois que ce matin, c'est le député qui fait le philosophe. En ce qui me concerne, le «groupage» de ces problèmes n'a pas d'importance. Chacun sait parfaitement que les principaux sujets d'irritation pour les Américains sont l'accord sur l'automobile, l'accord de partage de la défense et les franchises consenties aux touristes. C'est bien connu, toute la presse en parle et il n'y a là rien de secret. On sait également que différents problèmes irritants se posent au Canada. Ils concernent ...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je dois interrompre le ministre. On pose jour après jour les mêmes questions qui provoquent les mêmes réponses, ce qui accapare une forte partie de la période des questions.

L'ACCORD SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LES VUES DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Ma question supplémentaire sera brève et dans le sens des questions posées par le chef de l'opposition. Étant donné que ce problème intéresse l'Ontario, le ministre peut-il nous dire si les hauts fonctionnaires de cette province seront continuellement tenus dans le secret du ministre, surtout avant toute prise de décision, afin que le ministre puisse connaître les vues de l'Ontario sur ce très important sujet?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Oui, nous connaissons les vues du gouvernement de l'Ontario par son premier ministre qui nous a envoyé un télégramme—incidemment, mal cité par le député à la Chambre—et j'ai également reçu un coup de téléphone de M. Grossman, ministre de l'Industrie. Il y a deux jours, un de ses collaborateurs a rencontré l'un des miens pour discuter à fond de ce sujet qui fait l'objet de contacts très étroits entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral.